

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

Les motions adoptées à l'unanimité ont été celles-ci :

Ce meeting est d'avis que le gouvernement de Versailles a outragé l'humanité par sa politique vindicative, en massacrant de sang-froid les prisonniers communistes. Les gouvernements européens, n'ayant pas fait de rétrocessions, sont devenus complices du crime. Le meeting est, en outre, d'avis, que les Allemands, aux portes de Paris, ayant aidé à subjuguer la guerre civile, sans avoir déclaré la guerre aux Parisiens, ont violé le droit international, et se sont mis au ban de la civilisation.

Le meeting est d'avis que la responsabilité de l'exécution des otages appartient au gouvernement de M. Thiers, qui a rejeté des ouvertures de conciliation, et qui a ordonné le massacre des distinctions, d'hommes, de femmes, d'enfants et de prisonniers.

Le meeting s'engage enfin à empêcher, autant qu'il le pourra, l'extradition des réfugiés communistes.

Dans un autre meeting, on a proposé d'offrir à Victor Hugo une hospitalité digne de son honneur, de son patriotisme et de ses talents. La motion a été rejetée, le meeting ayant trouvé que M. Victor Hugo n'est pas avancé dans ses opinions.

Il est temps, dit l'Union, que le gouvernement anglais mette fin à ces démonstrations qui outragent la France et déshonorent le sol anglais.

On mande de Rome que, par ordre du Pape, les cérémonies publiques qui devaient avoir lieu pour la Fête-Dieu, et la célébration du prochain anniversaire de son couronnement, n'auront pas lieu.

On annonce la mort de Mgr Delalle, évêque de Rodez. C'était une des lumières de l'église de France. — A. R.

La Décentralisation, de Lyon, relève cette parole de M. Thiers : « L'Assemblée est plus libérale que moi. » L'entendu bien M. Thiers se fait républicain, et dit républicain, mais il avoue, en toute sincérité, que l'Assemblée est plus libérale que lui. Ainsi donc, il est officiellement, on l'a dit, devant toute la France, que la majorité monarchique est plus libérale que le chef du pouvoir exécutif républicain. A la face de tous les républicains, un républicain vient dire d'une voix autorisée : c'est du côté de la monarchie que l'on est libéral.

Nous savions cela depuis bien longtemps, et c'est une des raisons qui nous attachait à la monarchie, car nous aimons la liberté autant que l'ordre. Mais des préjugés tenaces étaient répandus en France, on avait intérêt à persuader au public, et l'élite du public s'était persuadée elle-même, que l'ordre seul est sauvegardé par la royauté, au détriment de la liberté. Les hommes de bonne foi ne peuvent plus maintenant garder ce préjugé, qui est à jeter au loin comme une vieille loque. Les royalistes sont les vrais libéraux, c'est désormais une vérité acquise, et la monarchie est la plus sûre gardienne de la liberté, comme elle est la plus solide préservatif de l'ordre.

CHARLES GARNIER.

Si la guerre civile éclate, on sait bien que la provoque, qui la commence. Nous mettons sous les yeux de l'Assemblée

nationale ce petit programme d'une sorte de prise d'armes contre elle; voici ce que nous lisons dans la Grande :

« Il est facile, alors même que ses pouvoirs sont abolus, et son terme indéfini, de FORGER UNE ASSEMBLÉE À LA RETRAITE quand elle contient une minorité puissante. Simple affaire de temps et de tactique parlementaire. » L'Assemblée ne fera pas, du moins, qu'elle n'a pas été avertie.

LA RÉPUBLIQUE ET LE CRÉDIT

Les dangers du provisoire dont s'accommode M. Thiers sont tels qu'un journal, peu suspect dans la circonstance, le Gaulois, demande expressément du définitif; voici ce qu'on lit dans l'un des derniers numéros du Gaulois :

Ce qu'il nous faut, c'est du crédit, — et le crédit ne peut nous venir que par le calme et le définitif dans le constitutionnel.

Le pays a besoin d'être, en quelque sorte, consolé. Ce n'est pas avec un gouvernement à l'heure ou à la coupe que vous lui mettez du cœur vaillant; c'est avec un gouvernement définitif.

De son côté, la France publie cette note :

On nous assure que le gouvernement a reçu une offre de deux milliards, à un taux très-raisonnable, en rentes 5 0/0. Mais cette offre serait subordonnée à la condition expresse d'une situation politique mieux assise.

Les nouvelles du marché financier anglais indiquent également des dispositions peu favorables à toute émission française, aussi longtemps que les capitaux se trouvent en présence d'un gouvernement éphémère.

Nos ennemis du dehors ont déjà tiré la conséquence pratique des affreux événements intérieurs de la France. Voici ce qu'en conclut la Gazette de Cologne :

« En vérité, c'est sans gloire militaire que nous contemplons la décadence de la France; mais elle est sans doute pour nous, que les provinces nouvellement conquises se débarrassent sans difficulté d'un état aussi malheureux. Ce qui rattacherait surtout les endroits les plus riches et les plus cultivés de l'Alsace à la France, c'était ce riche, de beau, et heureux Paris, et ce Paris a péri pour longtemps. »

Cinq milliards dans la poche d'un Juif.

Un aimable Scapin de la secte italienne, le journal la Nuova Roma, tire de son sac la petite faëble suivante, que nous trouvons soigneusement reproduite dans une feuille républicaine française :

« Il circule un bruit assez singulier. Les juifs auraient offert à M. Thiers le paiement des dépenses de la guerre, de façon à obtenir l'évacuation immédiate des Allemands.

« En retour de cette générosité, la France s'engagerait, une fois réorganisée, à envahir l'Italie, à faire table rase et à rétablir le pouvoir temporel du Pape. »

Avis indirect aux membres de l'Internationale, avides de « l'or » des juifs.

Avouez que voilà une presse bien ridicule et bien abominable.

M. Thiers a prononcé un grand discours en faveur de la République, et l'Assemblée a fait un grand pas vers le rétablissement de la monarchie. Il paraît assez que c'était convenu. L'on doit marcher ainsi jusqu'à un certain point que tout le monde doit ignorer, les mains dans les poches, l'œil et l'oreille aux aguets. On videra des lois sur ceci et sur cela; des lois à tuer le temps, et, s'il le faut, le bon sens. Les lois ne se faisant pas avec les mains, mais se frappant par assis et levé, il est entendu que les mains se sortiront des poches que pour se donner des étreintes cordiales. Seulement, un jour, il y aura des mains qui ne voudront pas lâcher. — Pris! On criera Vive quelque chose, et ce sera fait.

Qu'est-ce qui vivra? D'après M. Thiers, si l'on était sage, bien sage, très sage, ce serait la République; mais M. Thiers n'a pas l'air d'y compter beaucoup, vu l'esprit républicain, et il laisse voir par ses dispositions à se contenter de la « monarchie constitutionnelle, » qui lui semble peut-être à la meilleure des républiques. Alors, pourquoi n'y est-t-on pas tout de suite? Ah! c'est que nous avons encore besoin de la dictature du 4 septembre, transformée en gouvernement de la réorganisation nationale. Les hommes du 4 septembre ont si bien désorganisé, qu'ils sont évidemment les plus capables de réorganiser.

Si quelqu'un se demande pourquoi le gouvernement enlève, empotonne et transporte outre-mer les ouvriers de la Commune, au lieu de les employer à rebâtir Paris, c'est que, par extraordinaire, ces incendiaires ne sont point parfaits maçons.

Pour démontrer la nécessité du provisoire, M. Thiers allègue que les passions n'étant point encore calmées, il faut éviter de leur donner des émotions nouvelles, et qu'il importe de faire « renaitre le travail. » Peut-être qu'un meilleur moyen de calmer les passions serait de leur ôter l'espoir d'une reprise; peut-être qu'on arriverait plus vite à ranimer le travail en faisant comprendre à ceux des ouvriers qui ne veulent pas travailler, que le travail est désormais la seule manière de se procurer du pain. Mais personne n'en a fait l'observation. Il était convenu que M. Thiers ne dirait rien que d'irrésolvable. Le chef du pouvoir exécutif avait mis à cette condition sa neutralité entre la République et la monarchie.

En effet, son discours est neutre. Il a été applaudi à droite, à gauche et au centre. On le regarde comme une merveille d'équilibre. Va pour merveille d'équilibre! Véritablement, cela vous laisse l'impression d'une séance de Léonard. Le mérite est moindre à l'âge de M. Thiers. Entre 70 et 75 ans, pour les hommes d'Etat, c'est le moment de la grande agilité et de la légèreté suprême; aucun fardeau de principes ne les surcharge plus, ils font les serments en perfection, ils ont l'œil tendre, la peau dure, le cœur sec, et ils sont tout à leur affaire.

Oubliez-moi laissez-moi achever tout ma triste destinée; je vous rends vos promesses, vos serments.

Miss Avondale retourna vivement son bras et s'éloigna d'O'Byrne avec colère.

« Laissez-moi, dit-elle, je comprends maintenant, pauvre folle que j'étais, vous ne m'aimez pas, vous ne m'avez jamais aimée! »

« Non, Nelly? répliqua Richard avec feu; tant si vous pouviez avoir ce qui se passe dans mon âme! »

« Non, vous dis-je, répliqua la jeune fille en comprimant à peine les éclats de sa voix sous son épais capuchon. Si vous m'aimiez, n'auriez-vous pas deviné ce que je suis et ce que je veux? Je m'étais dit, dans mon mariage, que peut-être mon amour vous compenserait, l'indifférence de mes aïeux, les crimes de mes parents, la mort tragique de votre sœur, la ruine de vos patriotiques espérances, l'exil, la proscription, la pauvreté. En acceptant ce titre de fiancée, j'avais accepté avec toutes ses exigences, tous ses devoirs, tous ses sacrifices, et j'étais prête... Mais à quoi bon vous avouer jusqu'où m'avait poussée cette exaltation funeste, puisque vous ne m'aimez pas? — Nelly, Dieu m'est témoin... Je ne vous crois plus, répliqua miss Avondale avec égoïsme, eh bien donc, puisque vous me repoussez, que mon sort s'accomplisse! De nouvelles lettres me sont parvenues ce matin, Richard! L'une, de cet homme qui nous a causé tant de mal l'autre, de mon père. Sir Georges m'a-

Pour dire que c'est haut, lumineux, nourissant, augmenté, non pas se représenter la situation, et ces combats, et ces crimes, et ces ruines, et ces deux millions présents, encore, l'on veut étranger si cruellement vainqueur; Penché intérieur et douloureusement et si mal vaincu, à regarder le noir avenir, un trait de sphinx nous attendent, on désirerait mieux. Le bon plancher, les bons cables, les bons fardeaux des principes rassureraient plus que ces ficelles. Mais content pas la manière de notre temps.

Enfin, l'élection des princes est validée, la loi d'exil abolie, et Bourbon rentre en France. Par ce vote, l'Assemblée reconnaît que le suffrage universel est au-dessus de la République, et au-dessus de lui-même. C'est un grand pas! Il méritait d'être fait certainement.

M. Thiers a stipulé (ou coulé), que les princes ne franchissent pas le seuil de l'Assemblée. On pouvait lui accorder cette satisfaction; c'est assez qu'ils soient en attendant, et que la France puisse avoir une tête. Alors, il ne faudra plus qu'un mouvement républicain et M. Thiers verra remplir son attente. La République sera fondée.

La forte républicaine de M. Thiers donne à entendre qu'il n'acceptera jamais cet homme pour maître. Il comprendra mieux la situation et le rôle de la France : c'est précisément pour avoir plus de maître que la France appelle cet homme, ce roi.

La République, c'est un homme, un honnête homme, agréé des honnêtes gens : et cet homme est parmi nous.

(Univers.) LOUIS VERNET.

LETTRE DE PARIS

Paris, 16 Juin.

Soyez en bien convaincu, l'Assemblée complétée sera nécessairement et par la force des choses, amenée à se transformer en constituante. Elle y sera poussée par le danger général que présente la situation précaire du gouvernement.

Ne nous abusons pas sur cette situation. Ce que nous avons en ce moment est un gouvernement essentiellement personnel. Tout repose sur M. Thiers. Qu'il tombe malade, qu'il succombe, sous le fardeau qu'il a vaillamment porté jusqu'ici, qui le remplacera, qui continuera d'observer ce fameux pacte de Bordeaux qu'on a renouvelé dans la séance du 8 juin, et que, pour ma part, je trouve singulièrement compromis par cette même séance? Y a-t-il quelqu'un qui puisse prendre la suite des affaires du pays, et que le pays accepte comme il a accepté M. Thiers.

M. le chef du Pouvoir exécutif l'a dit avec raison : ce sont les républicains qui ont compromis la République. Qu'il se retire, se trouvera-t-il un républicain de la gauche que la majorité accepte, et se trouvera-t-il dans la droite monarchiste quelqu'un qui se charge de faire les affaires de la République? Non assurément. On a parlé de M. Grévy? Mais ce ne serait qu'un pis-aller, qu'un en-cas,

BULLETIN QUOTIDIEN

Pour faire une République, il faut des républicains... disons-nous il y a deux mois, en dénonçant par les faits, qu'en France, nous avons beaucoup de républicains et d'utopistes et pas du tout de vrais républicains; ce que nous appelons des républicains pratiques.

Après tout, nous trouvons la même chose soulevée dans le Times. Pourquoi ne demandons le journal anglais, le gouvernement républicain, n'est-il pas possible en France? La réponse, dit-il, est des plus simples : il n'y a pas de républicains en France! A l'exception, peut-être, de M. Emile Girardin, qui l'est devenu depuis quelques semaines.

Il y a en France des communistes, des socialistes, des révolutionnaires, des positivistes, des démocrates et des théoriciens de toutes sortes, des hommes qui ont le « bon » des opinions, les publicistes, mais pas un seul ayant le tempérament républicain.

Même pas un seul républicain français qui ayant étudié sérieusement la mécanique des institutions républicaines en Amérique, soit resté républicain.

De ce qu'il n'a jamais rencontré un seul qui invité à désigner la constitution qu'il voudrait voir adopter en France, ait émis les détails et découvert les défauts qui sont connus de tout Américain.

Mais ce n'est pas assez de quelques réflexions profondes pour fonder une République chez un peuple dont le génie et les instincts y sont opposés.

Il est certain que les chefs du parti républicain veulent bâtir une maison sur l'air.

La respectable classe bourgeoise en France n'est pas républicaine; il suffit de lire les divers essais d'organisation pour en être sûr, car, si elle ne demanderait jamais républicains en pratique, mais c'est-à-dire rendre justice à ce que, quelle est, exclusivement préoccupée des moyens de faire fortune.

Les paysans ne sont certainement pas républicains, ni la classe aristocratique.

Il ne reste donc que les philosophes, les écrivains et les érudits.

Le 15 septembre a été fait par les avocats et les ouvriers de Paris. L'un des avocats et les ouvriers de la population française, que restait-il? Quant à Paris, les ouvriers sont peut-être le moment hors de compte, et les avocats sont discrédités.

Par conséquent, la République qu'ils ont fondée ne repose sur rien.

Un nouveau meeting communiste s'est tenu le 7 juillet, vendredi soir, à l'effet d'examiner l'opportunité d'une démonstration contre les « cruautés » (sic) du gouvernement de Versailles et de manifester des sentiments de sympathie vis-à-vis des communistes de Paris.

DEVENIR IRLANDAIS

Le capitaine ne put retenir une exclamation de surprise.

« Miss Avondale, dit-il, comment êtes-vous ici? comment avez-vous osé... »

« On a voulu me persuader que je manquerais à ma religion en assistant à vos cérémonies papistes, répliqua la jeune fille d'un air agité; on a essayé même de me retenir de force, mais quand j'ai vu que vous étiez ici, malgré mes avertissements et mes prières, je me suis enjuyé, je suis venue vous joindre. Si aucun péril n'a pu vous empêcher d'assister aux funérailles de Julia, vous son frère, pourquoi n'y assisteriez-vous pas aussi, moi sa sœur et votre fiancée? Merci, Nelly! murmura Richard avec chaleur; si quelque chose pouvait me rattacher à la vie, après la ruine de mes projets, ce serait l'amour d'une femme généreuse et intrépide dans son dévouement, telle que vous... Cependant, je ne saurais approuver votre démarche actuelle. Vous avez été la première à m'instruire des dangers qui me menaçaient dans cette partie de la vallée; ces dangers, sont réels; je crains à chaque instant que des scènes de désordre et de violence ne succèdent à ces scènes de deuil paisible et religieux. Je vous supplie donc de retourner sur vos pas... Comme vous l'avez dit vous-même, de meilleurs jours viendront pour nous, et plus tard... »

« Non, non, répondit Nelly, avec fermeté; vous ne me connaissez pas encore, Richard; je suis, moi aussi, fière et opi-

nière dans mes volontés... Puisque vous êtes décidé à braver le péril, pour quoi ne le braverai-je? Julia m'était chère aussi, et j'aime la sainte cause de l'Irlande; pourquoi me traiteriez-vous en étranger, en ennemi? Richard, je l'ai résolu, je resterai. Si l'on vous attaque, je vous protégerai par ma présence, par mes efforts, par ma faiblesse! »

Cette conversation avait lieu à voix basse et en langue anglaise, que la plupart des montagnards de ce comté de Wicklow ne comprennent pas. D'ailleurs, on n'était remis en marche, et au milieu de l'agitation générale, on ne pouvait donner une attention suivie à ce que disait Richard.

O'Byrne avec une femme inconnue. On prit miss Avondale pour quelque parente éloignée de Richard, et nul ne parut s'étonner des attentions dont elle était l'objet de sa part. Ils marchèrent un instant en silence; le capitaine était pensif.

« Miss Nelly, dit-il enfin, je suis pénétré de reconnaissance pour les sentiments d'affection que vous me témoignez, en dépit de votre rang, de votre naissance, de vos préjugés de famille et d'éducation; mais les sacrifices que j'aurais à exiger de vous, si je cédais aux mouvements égoïstes de mon cœur, seraient si grands, qu'il y aurait lâcheté à vous les imposer... Ecoutez-moi : il y a trois jours, mon âme était enivrée d'espérance; je me voyais déjà l'un des premiers citoyens de l'Irlande régénérée; le titre de sauveur de mon pays me semblait assez brillant pour me rendre di-

gné de vous. J'acceptai donc le précieux legs de Julia, et je m'adonnai à un sentiment irrésistible... Aujourd'hui les circonstances sont bien changées; je ne suis plus qu'un misérable rebelle, compagnon de quelques malfaiteurs, vaincu, calomnié, une sorte de bête féroce dont la tête est mise à prix, et que le premier venant peut tuer avec la certitude d'obtenir des récompenses et des éloges. Je ne suis pas sûr encore d'atteindre un port où je pourrai m'embarquer pour la France, et si j'y parviens, je ne devrai jamais remettre le pied sur une terre anglaise. Il me faudra donc végéter obscurément à l'étranger, sans espoir de revoir jamais ceux que j'aurais aimés en Irlande. Et cela, miss Avondale, est la prévision la plus favorable, car si je venais à être pris, vous savez quelle mort ignominieuse me réserve l'Angleterre... »

Vous frémissez, Nelly! Eh bien donc, croyez-vous que, du fond de l'abîme où je suis tombé, j'oserais dire à une jeune et belle créature que la nature elle-même est comblée de dons à l'envi : « Vous êtes ma fiancée, ma femme; vous n'appartenez à nul autre que moi; vous partagerez de loin les misères de mon existence de banni; ma mort seule pourra vous soustraire à cette communauté de peines et de souffrances. » Non, non, Nelly Avondale, je n'abuserai pas à ce point d'un engagement précipité. Cette parole dernière de ma sœur, qui vous aimait tant, ne peut, ne doit pas enchaîner votre avenir...

« Non, Nelly? répliqua Richard avec feu; tant si vous pouviez avoir ce qui se passe dans mon âme! »

« Non, vous dis-je, répliqua la jeune fille en comprimant à peine les éclats de sa voix sous son épais capuchon. Si vous m'aimiez, n'auriez-vous pas deviné ce que je suis et ce que je veux? Je m'étais dit, dans mon mariage, que peut-être mon amour vous compenserait, l'indifférence de mes aïeux, les crimes de mes parents, la mort tragique de votre sœur, la ruine de vos patriotiques espérances, l'exil, la proscription, la pauvreté. En acceptant ce titre de fiancée, j'avais accepté avec toutes ses exigences, tous ses devoirs, tous ses sacrifices, et j'étais prête... Mais à quoi bon vous avouer jusqu'où m'avait poussée cette exaltation funeste, puisque vous ne m'aimez pas? — Nelly, Dieu m'est témoin... Je ne vous crois plus, répliqua miss Avondale avec égoïsme, eh bien donc, puisque vous me repoussez, que mon sort s'accomplisse! De nouvelles lettres me sont parvenues ce matin, Richard! L'une, de cet homme qui nous a causé tant de mal l'autre, de mon père. Sir Georges m'a-